

DECLARATION

18/12/2017

AU 23

Crédit Agricole : octroi de crédit aux professionnels

CRÉDIT AGRICOLE : OCTROI DE CRÉDIT AUX PROFESSIONNELS

(Déclaration N° 23)

L'autorisation unique n° 23 adapte sur quelques points l'AU-005 aux traitements automatisés qui sont mis en œuvre dans le groupe Crédit Agricole dans le but de préqualifier et d'apporter une aide à la décision en matière d'octroi de crédit aux professionnels (logiciel SOPRANO).

TEXTE OFFICIEL

[Délibération n° 2009-422 du 2 juillet 2009 autorisant la mise en œuvre au sein du groupe Crédit Agricole d'un traitement automatisé de données à caractère personnel ayant pour finalité la préqualification et l'aide à la décision en matière d'octroi de crédit aux professionnels. ...](#)

SECTEURS D'ACTIVITE EXCLUS DU CHAMP DE LA NORME

Néant

RESPONSABLES DE TRAITEMENT CONCERNES

Les établissements du groupe Crédit Agricole

OBJECTIF(S) POURSUIVI(S) PAR LE TRAITEMENT (FINALITES)

Ce traitement, dénommé SOPRANO, complète les finalités des traitements mis en œuvre par les établissements de crédit pour aider à l'évaluation et à la sélection des risques en matière d'octroi de crédit (cf AU-005). Ce nouveau module a pour but d'apporter une aide à la qualification ou à la pré-attribution de crédits aux professionnels. Il permet de calculer périodiquement, pour chaque client, outre son degré d'appétence au produit, des plafonds de crédit d'investissement (investissement et court terme) immédiatement disponibles, calculés sur la base de variables citées dans l'autorisation unique. Ce montant sera communiqué à certains clients ou sera pris en compte en présence de demande de financement entrant dans les limites du plafond prédéfini, afin d'accélérer la procédure d'octroi de crédit.

DONNEES PERSONNELLES CONCERNEES

a) Sur la situation personnelle des demandeurs de crédit (les futurs signataires du contrat de crédit) :

- âge, nationalité (sous la forme français, ressortissant d'un autre État de l'Union européenne, autre nationalité), capacité juridique, situation maritale (sous la forme célibataire, veuf, marié, autre vie de couple), régime matrimonial ou afférent au PACS, nombre d'enfants, département de résidence, type d'habitation, situation de logement (sous la forme propriétaire, locataire, hébergé à titre gracieux, logé par l'employeur, accédant à la propriété), ancienneté dans le logement, catégorie socioprofessionnelle, situation professionnelle, ancienneté dans l'emploi, chômage, types de téléphone, existence d'une adresse électronique, nature des relations entre les co-demandeurs (sous la forme vie de couple, relations amicales, relations familiales, relations professionnelles).

b) Sur la situation économique et financière des demandeurs de crédit :

- nature et montant des revenus, des charges et du patrimoine ; analyse des ratios et bilans financiers.

c) Sur la situation bancaire des demandeurs de crédit :

- domiciliation bancaire, ancienneté bancaire, type de banque, montant du solde des comptes et des flux financiers, encours de l'épargne, nature et montant des produits financiers détenus, mouvements financiers, moyens de paiement et de crédit détenus, fréquence d'utilisation, autres crédits en cours, incidents de paiement, respect des échéances. Ces données peuvent être prises en compte tant qu'elles n'ont pas été archivées par l'établissement de crédit, dans le respect des durées de conservation déclarées à la CNIL.

d) Sur les autres membres du (des) foyer(s) des demandeurs de crédit et les personnes qui leur sont économiquement liées :

- âge, catégorie socioprofessionnelle, situation de la personne dans le foyer (conjoint, personne vivant maritalement, enfant, parent, autre personne à charge), nature et montant des revenus et des charges.

e) Sur les garants :

- âge, nationalité (sous la forme français, ressortissant d'un autre État de l'Union européenne, autre nationalité), situation maritale (sous la forme célibataire, veuf, marié, autre vie de couple), régime matrimonial ou afférent au PACS, nombre d'enfants, situation de logement (sous la forme propriétaire, locataire, hébergé à titre gracieux, logé par l'employeur, accédant à la propriété), catégorie socio-professionnelle, situation professionnelle, ancienneté dans l'emploi, chômage, nature et montant des revenus et des charges, domiciliation bancaire, incidents de paiement, analyse des ratios et bilans financiers.

f) Sur les caractéristiques de l'opération de crédit :

- canal d'acquisition du client, type de crédit, primo-accession, vente en l'état futur d'achèvement, montant, durée, taux, bien financé, type de vente, apport personnel, garanties, date de mise à disposition des fonds, assurance, autres prestations.

Ces données peuvent avoir été spécialement transmises par les demandeurs de crédit lors de la constitution du dossier de crédit ou provenir des fichiers internes de l'établissement de crédit, à condition qu'elles aient été communiquées par la personne concernée ou qu'elles se rapportent à des contrats en vigueur conclus avec l'établissement prêteur (ouverture et fonctionnement d'un compte bancaire, demandes de crédit en cours et état de leur remboursement...).

g) Sur le résultat de l'application du score :

- message relatif à l'acceptation ou au rejet de la demande de crédit par l'outil de score ou à la nécessité de procéder à un examen approfondi, le cas échéant note.

h) Pour les demandes de crédit transmises en ligne,

- un cookie ne comportant aucune autre donnée personnelle qu'un identifiant non significatif peut être utilisé par l'organisme de crédit pour faciliter la navigation sur le site.

S'agissant de SOPRANO :

- lorsque la demande de financement est présentée par une personne morale, les données traitées se rapportent aux personnes physiques qui ont créé la personne morale pour l'exercice de leur activité professionnelle ou à celles qui la représentent.

DUREE DE CONSERVATION DES DONNEES

Lorsque le demandeur est client de l'établissement, les données recueillies au titre de la demande de crédit peuvent servir à actualiser les données déjà détenues et être utilisées à d'autres fins lorsque le client concerné en a été préalablement informé, sous réserve du respect de ses droits et des règles relatives aux formalités préalables. En cas de rejet de la demande de crédit, les informations spécialement collectées pour son instruction sont conservées sous forme nominative au maximum pendant une durée de six mois à compter du dépôt de la demande, lorsque le demandeur n'est pas par ailleurs client de l'établissement de crédit. Elles ne peuvent être utilisées qu'aux fins de l'instruction de nouvelles demandes de crédit. Pour les demandes de crédit transmises en ligne, les cookies installés sur l'ordinateur du client ne sont pas conservés après que le demandeur a pris connaissance de la décision définitive de l'établissement de crédit. Les données prises en compte lors de l'application du score à une demande de crédit peuvent également être conservées sous une forme indirectement nominative dans des bases de données dont la finalité, statistique, est d'établir les modèles de score et de vérifier et maintenir leur qualité.

DESTINATAIRES DES DONNEES

a) Pour l'ensemble des données nécessaires à l'élaboration et à l'actualisation des modèles de score :

- les personnels de l'établissement de crédit ou, en cas d'appartenance à un groupe, de l'entité du groupe qui sont chargés :
 - . de la définition de ces modèles,
 - . du contrôle interne.

b) Pour le seul résultat de l'application du score :

- les personnels des services chargés de l'octroi de crédit et de la sélection des risques ;
- les commerciaux et chargés de clientèle ayant recueillis les données ;
les personnels habilités de l'apporteur d'affaires qui, une fois terminée la saisie des données demandées par le traitement, ne peuvent accéder qu'à un message indiquant l'acceptation immédiate ou non de la demande de crédit après application du score.

Ce message ne doit plus être consultable par les personnels de l'apporteur d'affaires après la communication au demandeur et à l'apporteur de la décision définitive de l'établissement de crédit.

INFORMATION DES PERSONNES ET RESPECT DES DROITS "INFORMATIQUE ET LIBERTES"

- En cas d'utilisation d'un système de score, lorsque la demande de crédit a fait l'objet d'un refus, les demandeurs ont le droit de solliciter un entretien avec un agent habilité à procéder à un réexamen de leur dossier, au cours duquel ils pourront présenter leurs observations sur leur situation financière personnelle. Ils sont informés de ce droit dès le dépôt de leur demande.
- En l'absence de guichet situé à proximité du demandeur, l'entretien peut s'effectuer à distance et être complété par un échange de courriers ou courriels.
Il en va notamment ainsi lorsque le résultat de l'application du score n'est pas directement opposé aux demandeurs ou lorsque le traitement automatisé n'est pas mis en oeuvre en leur présence.
- Les demandeurs de crédit et leurs garants qui transmettent des informations pour l'instruction d'un dossier sont informés par écrit des finalités des traitements dont ces informations peuvent faire l'objet, notamment du traitement d'aide à la décision en matière d'octroi de crédit, du caractère obligatoire ou facultatif des données collectées, de leur transmission à un traitement statistique aux fins de constitution des modèles de score, ainsi que des différents droits qui leur sont reconnus par ladite loi.
- Ils sont également informés, s'il y a lieu, des grandes catégories de données, déjà connues de l'établissement de crédit, qui peuvent être utilisées pour le traitement de la demande de crédit.

SECURITE ET CONFIDENTIALITE

- Lorsque ces bases regroupent des données provenant de plusieurs applications commerciales de gestion des opérations de crédit, notamment de plusieurs établissements de crédit, ou lorsqu'elles conservent ces données pendant une durée plus longue que dans leurs applications d'origine, les éléments d'identification des demandeurs de crédit sont remplacés par des éléments non signifiants et propres à ces bases.
Le lien entre les éléments d'identification d'un demandeur de crédit et les éléments non signifiant correspondants est confidentiel. La confidentialité de ce lien est directement assurée par un mécanisme cryptographique à clés secrètes. Les clés secrètes sont gérées selon les usages établis dans le domaine de la cryptographie bancaire en appliquant le principe du double contrôle qui assure qu'une personne ou un service ne peut pas, seul, autoriser l'identification ponctuelle des personnes concernées par les données enregistrées.
- Le responsable du traitement prend toutes précautions utiles pour préserver la sécurité et la confidentialité des données traitées et, notamment, pour empêcher qu'elles soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés puissent en prendre connaissance.
- Les accès individuels au traitement s'effectuent par un identifiant et un mot de passe individuels, régulièrement renouvelés, ou par tout autre moyen d'authentification.
- Les demandes de crédit en ligne donnent lieu à la création par l'établissement de crédit, d'un compte informatique, individuel et provisoire, dont l'accès est sécurisé grâce à l'attribution au client d'un code d'accès et d'un mot de passe personnel ou de toute mesure offrant un niveau de sécurité supérieur. Les mesures prises pour sécuriser l'accès aux données sont indiquées sur le premier écran de saisie.
- Ce compte informatique, individuel et provisoire, est clôturé lors du rejet définitif de la demande de crédit ou de l'ouverture d'un compte client informatique définitif. Aucun document ne pourra être communiqué via le compte provisoire informatique.
- Les demandes de crédit en ligne sont sécurisées dès l'affichage du premier écran de saisie (ex. : en https).

TRANSFERTS DES DONNES HORS DE L'UNION EUROPEENNE

Oui.